**ARRETE PORTANT RECONSTITUTION DE CARRIERE**

**De Monsieur *(ou Madame) …***

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

***Le cas échéant, si agent à temps non complet :*** *Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions dans des emplois permanents à temps non complet ;*

Vu le décret n° … du … portant statut particulier du cadre d’emplois des … ;

Vu le décret n° … du … portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d’emplois des …,

Vu l’arrêté en date du …, portant *(avancement, promotion, reclassement, nomination, intégration, etc...)* de Monsieur *(ou Madame) …, …*

***(Viser tous les arrêtés qui doivent être retirés)***

*(****Pour rappel :*** *le retrait d’un acte administratif unilatéral entraine sa disparition ou suppression rétroactive comme s’il n’avait jamais existé).*

***Préciser le motif qui implique la reconstitution de carrière, exemple :***

*Considérant que Monsieur (ou Madame) … n’a pas bénéficié, lors de sa nomination stagiaire en date du …, de la reprise de la durée de ses services de droit public (de droit privé, ou de ses services militaires ou civiques),*

***Ou***

*Considérant que, parvenu au ...ème échelon de son grade, Monsieur (ou Madame) … n'a pas bénéficié de l’avancement d'échelon à l'ancienneté maximale (ou à la cadence unique) dont le caractère est pourtant obligatoire à compter du …*

***Ou***

*Considérant qu'à partir du..., Monsieur (ou Madame) … n'a pas bénéficié, comme il (ou elle) en avait le droit, des modifications successivement apportées à son grade (ou cadres d’emplois …) par le décret n° …,*

***Ou***

*Considérant le jugement du Tribunal Administratif de … prononçant l’annulation de l’arrêté …*

Considérant qu'il convient de procéder à la régularisation de la carrière de l’intéressé*(e).*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

La situation de Monsieur *(ou Madame)* … est révisée de la manière suivante :

* A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* … est … *(promu, reclassé, nommé, intégré etc…),* au … échelon de son grade, Indice Brut …, Indice Majoré …,
* A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* … est … *(promu, reclassé, nommé, intégré etc…),* au … échelon de son grade, Indice Brut …, Indice Majoré …,
* A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* … est … *(promu, reclassé, nommé, intégré etc…),* au … échelon de son grade, Indice Brut …, Indice Majoré …,
* ***Etc…***

**Article 2 :**

*(Le cas échéant)* Monsieur *(ou Madame)* … bénéficiera du rappel de traitement correspondant à sa nouvelle situation pour la période du … à ce jour, sur la base des indices suivants :

* Indice Brut …, Indice Majoré …, du … au …,
* Indice Brut …, Indice Majoré …, du … au …,
* Indice Brut …, Indice Majoré …, du … au …,
* ***Etc…***

**Article 3 :**

 Le Directeur Général des Services *(ou le Maire, la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 4 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Préfet, au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,